

Les gangs ont longtemps été le bras armé du pouvoir pour réprimer la contestation populaire, souligne le chercheur Frédéric Thomas, pour qui la solution passe par les revendications de la société civile

# «Écouter le mouvement social haïtien»

GUY ZURKINDEN

**Haïti** ► Depuis plusieurs semaines, des gangs armés sèment la désolation dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince. Après la démission du premier ministre, Ariel Henry, annoncée le 11 mars depuis Porto Rico, un accord sous l'égide de la Communauté caribéenne (Caricom) a posé les bases d'une «transition» vers de nouvelles élections. Frédéric Thomas, docteur en sciences politiques et chargé de recherche au Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve, pointe les responsabilités de l'oligarchie haïtienne et de ses soutiens internationaux. Depuis plusieurs années, les grandes familles qui contrôlent le pays s'appuient en effet sur les mafias pour briser la contestation populaire. Selon le chercheur, une sortie de crise durable devra s'appuyer sur la soif de changement qui anime les mouvements populaires haïtiens. Interview.

## Comment expliquer l'actuelle explosion de violence?

**Frédéric Thomas:** Deux événements ont mis le feu aux poudres. Le 1<sup>er</sup> mars, le premier ministre, Ariel Henry, a confirmé l'envoi en Haïti d'une mission internationale sous commandement kenyan. Quelques semaines plus tôt, alors qu'il s'était engagé à passer le pouvoir à un-e président-e élu-e le 7 février, M. Henry avait annoncé qu'il n'y aurait pas de scrutin avant fin août 2025. Ces deux annonces, faites par un premier ministre dépourvu de légitimité populaire – il n'a jamais été élu et son bilan est catastrophique –, ont accéléré la montée en puissance des gangs entamée en 2018.

## Quelles sont les raisons du renforcement de ces bandes armées?

En 2018 et 2019, Haïti a connu une insurrection populaire contre la vie chère. Les manifestant-es exigeaient une augmentation des salaires, la fin de la corruption et le départ du président de l'époque, Jovenel Moïse [proche des gangs, ce dernier sera assassiné en juillet 2021, peu après avoir nommé



Des manifestants participent à une grande manifestation antigouvernementale à Port-au-Prince, le 7 février 2024. «Refuser de mettre en cause les actuels rapports de pouvoir équivaut à ignorer la soif de changement qui anime la majorité des Haïtien-nes», estime Frédéric Thomas. KEYSTONE

Ariel Henry au poste de premier ministre].

Ce soulèvement a été brutalement écrasé, avec des dizaines de décès à la clé. Le premier massacre date des 13 et 14 novembre 2018: septante et une personnes sont assassinées et des dizaines violées à La Saline, quartier populaire de Port-au-Prince et bastion du soulèvement. Les tueries sont le fait de mafias, instrumentalisées par le pouvoir et les milieux d'affaires pour casser le mouvement social. L'un des responsables de ces horreurs est le policier Jimmy Cherizier, alias «Barbecue», devenu depuis un chef de gang hyper médiatisé.

Ces bandes armées se sont peu à peu autonomisées des politiques et de l'oligarchie locale, avec qui elles gardent cependant des liens. En 2023, elles contrôlaient déjà 80% du territoire de la capitale. Le chaos



Frédéric Thomas

«Il est important de rompre avec cette logique néocoloniale»

actuel est la conséquence de leur montée en puissance et des luttes internes qui opposent les différentes factions.

## Des secteurs de la société civile redoutent que la «transition» en cours accentue la gangstérisation du pays. Cette inquiétude est-elle fondée?

De nombreux mouvements sociaux haïtiens craignent que les bandes armées soient intégrées aux négociations en cours sous l'égide de la Caricom, car une telle normalisation entraînerait un nouveau cycle de violences. Cette préoccupation se fonde sur plusieurs éléments: les liens entre les chefs mafieux et certains partis politiques impliqués dans la transition; les propos inacceptables de l'ancienne ambassadrice étatsunienne à Haïti Pamela White, qui a affirmé sur Fox News que les gangsters Jimmy Cherizier et Guy Philippe

«font partie de la solution». Enfin, la complaisance de certains médias face à ces bandes armées qui assurent leur pouvoir par des brutalités et des viols systématiques.

## La perspective d'une intervention étrangère alimente aussi les critiques.

Au cours des trente dernières années, Haïti a connu une dizaine d'interventions armées multinationales. Loin de résoudre les problèmes du pays, celles-ci les ont aggravés, tout en entraînant de graves violations des droits humains. C'est par exemple une mission de l'ONU qui a introduit le choléra dans le pays – causant 10 000 décès entre 2010 et 2019.

Aujourd'hui, les représentant-es des partis haïtiens ont dû accepter le principe d'une mission militaire internationale pour être intégrés aux

négociations qui désigneront le président censé amener le pays vers des élections. Pourtant, cette mission, chapeautée par le Kenya, ne dispose pas d'une feuille de route précise et sera de fait contrôlée par les Etats-Unis.

## Y a-t-il des solutions alternatives?

En août 2021, des syndicats, des organisations paysannes, des ONG, des mouvements de jeunes et de femmes, des Eglises ainsi que certains partis politiques ont élaboré ensemble une «transition de rupture». Connue sous le nom d'«accord de Montana», cette proposition vise à refonder les institutions publiques, la justice, la police mais aussi à développer les services publics de santé, d'éducation et à réduire les immenses inégalités dans le pays avant d'organiser des élections. Elle n'a jamais été prise en compte par la communauté internationale. Aujourd'hui, cette dernière pousse pour organiser un scrutin le plus vite possible. Or refuser de mettre en cause les actuels rapports de pouvoir équivaut à ignorer la soif de changement qui anime la majorité des Haïtien-nes et à maintenir les causes du chaos actuel.

## Vous parlez d'une lecture «biaisée» des événements en cours. Pourquoi?

Les Haïtien-nes sont toujours présentés comme des victimes de la violence et de la crise humanitaire. Or cette vision ne reflète qu'une partie de la réalité. Le pays est aussi doté de mouvements populaires dont la vigueur s'est exprimée lors du soulèvement de 2018-2019.

Cette incapacité à prendre en compte les aspirations d'un peuple fait écho à l'«amnésie» internationale, délibérée, vis-à-vis de la révolution haïtienne. En 1804, l'île a été le théâtre de la première révolte victorieuse d'esclaves noirs. Porteuse d'une vision radicale de l'égalité et de la liberté, elle a eu un impact international. Pourtant, elle a été largement gommée des livres d'histoire. Il est important de rompre avec cette logique néocoloniale et d'appuyer enfin les vrai-es acteur-ices du changement à Haïti. I

# «Notre souveraineté doit être respectée»

Au téléphone, la voix de Mircheline Islanda Aduel se noue. «A l'heure où je vous parle, je ne sais même pas si je pourrai rentrer chez moi. Je vis dans un quartier populaire où le chef de gang Jimmy Cherizier, alias Barbecue, a tenté à plusieurs reprises de provoquer un bain de sang.» Jointe plusieurs fois par *Le Courrier* entre le 18 et le 25 mars, cette militante du mouvement paysan Tet Kole Ty Peyizan Ayisyen, affilié à l'organisation internationale Via Campesina, craint tous les jours pour sa vie. Comme une majorité d'habitants de Port-au-Prince, spécialement dans les quartiers pauvres. Le 14 mars dernier, Mircheline était invitée à une table ronde organisée par le Centre Europe-Tiers Monde (Cetim) à Genève, sur le thème des luttes paysannes dans le Sud global. Elle a

dû annuler sa participation en raison de la situation dramatique à Port-au-Prince – où l'aéroport est fermé depuis le 1<sup>er</sup> mars. Depuis le 7 février, «les massacres et les viols collectifs s'amplifient dans tous les quartiers populaires», explique Mircheline. Selon l'Organisation internationale des migrations, les atrocités commises par les factions armées ont provoqué le déplacement forcé de 17 000 personnes, pour la seule période du 8 au 14 mars.

Aux tueries s'ajoute la faim. «Il y a pénurie de nourriture, car les gangs bloquent l'accès à la capitale. Ce sont eux les responsables de la famine qui menace.» Chez la militante paysanne, l'indignation le dispute à la préoccupation. «Ces mafias ont longtemps agi comme le bras armé du pouvoir pour briser les mouvements popu-

«La communauté internationale nous a fait payer très cher le prix de notre révolution antiesclavagiste et anticoloniale»

Mircheline Islanda Aduel

laires. Et aujourd'hui, des pays étrangers, Etats-Unis en tête, veulent les intégrer à la table des négociations!» Une nouvelle intervention militaire multinationale? La majorité des mouvements populaires du pays y sont opposés: «Les ingénierances étrangères qui ont parsemé notre histoire ont creusé les inégalités et causé des traumatismes parmi la population. Quand ils ont quitté le pays en 2017, les soldats de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) nous ont laissé le choléra. Et également des milliers d'enfants qui ne connaîtront jamais leur père.»

**Face au chaos**, Mircheline appelle à une «solidarité internationale agissante». Objectif: appuyer un gouvernement de transition ayant pour

mission de répondre aux besoins exprimés par les mouvements populaires. Parmi les priorités: mettre fin au trafic d'armes en provenance des Etats-Unis; renforcer les forces de police haïtiennes face aux mafias; repeupler des hôpitaux désertés par les médecins. Et, pour lutter contre la famine, soutenir l'agriculture locale: «Nos paysans peuvent garantir l'auto-suffisance alimentaire du pays. Mais cela implique de les soutenir et de répartir les terres, plutôt que tout miser sur les distributions de nourriture!» Et la militante de conclure: «Après 1804, la communauté internationale nous a fait payer très cher le prix de notre révolution antiesclavagiste et anticoloniale. Aujourd'hui, elle doit enfin respecter et appuyer notre souveraineté.» GZN